

Chers parents,

Cette année, l'inspecteur d'académie vient d'annoncer pour notre département la **suppression de 54 postes d'enseignants** dans le premier degré...

Face à l'ampleur des fermetures et suppressions prévues, face à l'ampleur de la dégradation annoncée, dans la crainte de la grogne que ces mesures vont provoquer, les élus de la majorité s'inquiètent d'une sanction par les urnes.

Sous la pression de ces élus, le ministère vient de donner pour consigne aux recteurs et inspecteurs d'académie de reporter toutes les opérations de carte scolaire (ouvertures mais surtout fermetures de classes) après les élections cantonales. Ce report est l'aveu d'une politique impopulaire, opposée aux intérêts de nos élèves, de nos enfants.

Manifestement, **le gouvernement ne veut pas assumer ses choix budgétaires dans le débat citoyen devant le corps électoral** avant les élections cantonales qui auront lieu en mars. Il s'agit purement et simplement d'une instrumentalisation exclusivement politicienne du service public d'enseignement au détriment de la transparence et de l'équité du débat public.

En effet, dans la période actuelle, assumer ces positions et ces choix est devenu un exercice difficile et périlleux pour ces élus.

Comment pourraient-ils expliquer à leurs électeurs qu'ils défendent l'école de leur village ou de leur ville alors que ce sont eux qui votent à Paris (ou qui soutiennent) les budgets et leurs conséquences désastreuses dont voici un aperçu : une hausse des effectifs en classe, une baisse de scolarisation des maternelles, la disparition des RASED dont l'extinction est proche. Comment parler d'égalité des chances dans ces conditions ?

Nous ne sommes pas dupes de la manœuvre.

Le SNUipp – FSU appelle parents d'élèves, élus, citoyens et enseignants à **se mobiliser pour défendre l'École**, par exemple, en interpellant les candidats aux élections cantonales sur la politique scolaire menée par ce gouvernement...